



Perpignan, le 07 NOV. 2022

Monsieur Etienne Guyot
Préfet de la Région Occitanie
DREAL Occitanie
Direction des Risques Industriels
520 avenue de Montmorency – CS 69007
34064 MONTPELLIER

Suivi par : DEE/ J. Blanc
ref kolok : A2210-0060

Objet : Consultation sur le projet de schéma régional des carrières d'Occitanie – Demande d'avis du Département

Monsieur le Préfet,

Vous avez sollicité l'avis du Département au titre du projet de schéma régional des carrières d'Occitanie.

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci joint, l'avis du Département.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma sincère considération.

Pour la Présidente du Département,
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint
du pôle des Territoires et Mobilités



Grégoire CARRIER

Consultation sur le schéma régional des carrières d'Occitanie

• Remarques sur le scénario d'approvisionnement retenu

Dans le document relatif à l'analyse prospective et au choix d'un scénario d'approvisionnement sur 12 ans, les scénarios de type 2 (réduction des besoins en matériau) sont écartés, au motif de l'augmentation de la population en Occitanie : *« les scénarios basés sur une hypothèse réduite de besoin en matériaux (scénarios de type 2) ont été jugés non réalistes au regard de la croissance démographique de la région. »*

Or, il est bien mentionné que les différents scénarios prenaient en compte le contexte démographique : *« Les scénarios développés reposent tous sur l'hypothèse d'une augmentation tendancielle de la population régionale pour atteindre environ 7 millions d'habitants en 2050 »*. L'augmentation démographique ne peut donc pas à elle seule justifier l'abandon des scénarios de type 2.

Toujours dans ce document, il est montré que les scénarios de type 2 sont les plus économes en eau et en énergie. Dans l'État Initial de l'Environnement, le contexte est bien posé : *« Les problématiques de raréfaction de la ressource en eau sont susceptibles de s'aggraver dans les décennies à venir sous l'effet de l'accroissement des besoins, conjugué à l'accélération du réchauffement climatique »*.

De plus, les politiques publiques s'orientent de plus en plus vers la sobriété :

- un aménagement du territoire économe en foncier et en énergie (Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte),
- la limitation de la quantité de déchets générés par les chantiers et une meilleure utilisation des ressources secondaires (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets),
- la réduction de l'artificialisation des sols (Loi Climat et Résilience), qui passe par la diminution des constructions neuves, l'augmentation de la rénovation et la lutte contre le phénomène de logements vides (loi 3DS).

Aussi, en s'appuyant sur ces orientations nationales, le SRC ne pourrait-il pas s'engager sur les scénarios de type 2, permettant ainsi d'anticiper ces évolutions réglementaires et d'envisager une moindre consommation en matériaux, en ressource en eau, en énergie, en espaces naturels et agricoles, et répondant à ces politiques publiques et documents cadres ?

L'évaluation du SRC dans 6 ans, l'étude de l'avancée des objectifs du PRPGD (80 % de déchets recyclés) ainsi que l'étude fréquente des besoins permettraient éventuellement de réajuster les ratios à mi-parcours.

• Remarque sur les cartes des espaces naturels protégés à l'échelle régionale

Dans l'État Initial de l'Environnement, la carte en page 108 présente les zonages réglementaires, dont les sites Ramsar : l'étang de Salses-Leucate n'apparaît pas parmi ces derniers.

Par ailleurs, il n'y a pas de cartographie représentant les Espaces Naturels Sensibles à l'échelle de l'Occitanie. Le Département des Pyrénées-Orientales possède ces données à l'échelle de son territoire et peut les communiquer sans difficultés.

- **Enjeux environnementaux**

Les zones de sauvegarde (ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable) apparaissent en niveau d'enjeu Eau 3 et devraient apparaître en niveau d'enjeu Eau 2, au même titre que les périmètres de protection rapprochés des captages et les aires d'alimentation de captages prioritaires, puisqu'elles sont ou seront dans un futur proche, indispensables à l'alimentation en eau potable.

De la même manière, les zones humides et sites RAMSAR apparaissent en niveau d'enjeu Eau 3 et mériteraient de remonter au niveau d'enjeu Eau 2, au vu des fonctions hydrologiques qu'elles remplissent (filtre des polluants, recharge de nappes et soutien des débits d'étiage, zones d'expansion de crues).